

Août 2019

RETRAITES :

4 MENSONGES ET UN ENTERREMENT !

En plein mois de juillet, le gouvernement a rendu public le cadrage général du projet de loi sur les retraites. Il prépare maintenant sa loi, avec un faux "débat citoyen", alors que le projet n'a pas bougé depuis la mise en place du Haut commissariat et que la grande majorité des syndicats y sont opposés.

1) Ce sera plus juste ?

La conception de la justice du gouvernement c'est que tout le monde y perde :

- > Départ à 62 ans possible, mais avec 14,1 % de moins qu'un départ à 64 ans (âge qui pourrait augmenter chaque année).
- > Calcul de la retraite sur la totalité de la carrière et plus sur les meilleures années ou les 6 derniers mois à la RATP.
- > La pension de chaque génération dépendrait de l'espérance de vie de cette génération, même si, en moyenne, un cadre vivra 6 ans et demi de plus qu'un ouvrier.
- > Fin des compensations pénibilités (tableau SAB-RATP).



Attention : si le gouvernement a renoncé, pour ne pas faire de vagues, à augmenter de suite la durée de cotisation nécessaire pour le taux plein ou reculer officiellement l'âge de départ, il envisage sérieusement de le faire après le vote du projet de loi !

2) Ce sera plus transparent ?

Aujourd'hui la situation est loin d'être parfaite mais on sait quels sont nos droits. Demain :

- > Les droits bougeront en fonction des valeurs d'achat et de service du point, déterminées chaque année par le gouvernement ...
- > Les droits diminueraient en fonction de l'espérance de vie à la retraite de la génération (avec une plus ou moins grande décote).

D'un système à prestations définies, on passerait à un système à cotisations définies : résultat ? On sait ce que l'on paiera, mais pas ce que l'on gagnera ...

3) La part du PIB pour les retraites ne diminuera pas ?

-> Mais elle n'augmentera plus en même temps que le nombre de personnes en retraite (5 % de PIB en 1960, 13,8 aujourd'hui). Et la part pour chaque retraitéE diminuerait, puisqu'ils et elles sont plus nombreux-ses : en 2050, le nombre de retraitéEs par rapport à celui des actifs aura augmenté de 26,5 %, le COR a calculé que le taux de remplacement (pension/salaire) passerait de 64,4 à 50,9 %.

-> Le gouvernement ne veut pas qu'il y ait plus de 13,8 % du PIB accordée aux retraites.

4) Et si le PIB baisse, ce qui est le cas dans les crises économiques ?

Ca va faire mal ! Alors que ce nouveau système va affaiblir durablement le niveau de vie des retraitéEs, dans le même temps, la « loi Pacte » encourage la mise en place de retraites par capitalisation... la boucle est bouclée : c'est la finance qui va récupérer l'argent de celles et ceux qui voudront se garantir un peu plus de retraite.

Et 1 enterrement !

Ce qui va disparaître si ce projet voit le jour, c'est la retraite issue de la sécurité sociale telle qu'on la connaît depuis sa création. La sécurité sociale, c'est un système redistributif, qui donne plus à celles et ceux qui ont moins, en gommant les accidents de carrière, en attribuant un meilleur taux de remplacement aux salaires les plus faibles... tout le contraire du système à points.

Alors qu'est-ce qu'on veut ? Et comment l'obtenir ?

La justice sociale, la solidarité intergénérationnelle, l'égalité hommes-femmes, la compensation des pénibilités pour touTEs les salariéEs RATP.

-> Cela veut dire un départ au maximum à 60 ans, et moins en prenant en compte les compensations des pénibilités (Tableaux SAB - RATP) liées à nos missions de service public.

-> Un taux de remplacement à 75% pour le taux plein.

Pour l'obtenir, il nous faudra sortir des journées d'actions syndicales traditionnelles et divisées. La contestation sociale peut prendre de nombreuses formes et toucher des personnes qui ne se mobilisent pas nécessairement lors de journées syndicales. En mettant ensemble nos colères, nos revendications, nos mobilisations, nous pouvons remettre en cause les projets annoncés.

A la RATP, le 13/09, une unité syndicale historique !

A la RATP, 7 syndicats (UNSA, CGT, CGC, Sud, FO, RS et Solidaires) appellent ensemble à la mobilisation générale le 13 septembre prochain. Cette journée doit servir à mesurer le niveau de mobilisation à la RATP, tout en envoyant un message clair au gouvernement avant la présentation de son projet de loi. Mais nous savons qu'une journée d'action isolée ne suffira pas à garantir nos droits. Seule une grève reconductible, coordonnée avec les autres secteurs en lutte, permettra de faire reculer ce gouvernement. **LE 13 SEPTEMBRE ET APRES, TOUS ENSEMBLE A LA RATP !**

RETRAITES